

COMMENT LIÈGE SE RELEVÉ DE PUBLIFIN

Près d'un an depuis la révélation du scandale qui a fait tomber un ministre régional, changer de majorité wallonne et exploser le fameux « club des cinq » liégeois, plus quelques autres ténors de la scène politique provinciale. Qui, dès lors, est encore en place aujourd'hui ? Et où ? Qui, en dehors de Nethys, convoite quoi au sein de l'empire intercommunal ? Qui, à l'image du secteur médias du groupe, risque quoi, qu'il y ait démembrement ou non ? Autrement dit : politiquement et économiquement, comment la Cité ardente se remet-elle du séisme ? S'en remet-elle, d'ailleurs ?

PAR THIERRY FIORILLI

Le 20 décembre 2016, à midi cinquante précises, levif.be publiait un article de David Leloup, titré « Des élus payés 500 euros la minute pour des réunions bidon chez Publifin (ex-Tecteo) ». Sur le site du Vif/L'Express, notre collaborateur racontait comment, au sein de l'intercommunale wallonne, des élus PS, CDH et MR ont touché de 1 340 à 2 871 euros brut par mois, depuis trois ans et demi, sans réelle contrepartie exigée de leur part, et parfois sans même participer aux différents comités de secteur dont ils étaient membres. C'était le début d'un tremblement de terre, d'abord limité au groupe détenant notamment Nethys, puis gagnant la Ville de Liège, puis la Province, puis la Région wallonne. Jusqu'à faire révéler des pratiques, pas forcément analogues mais éthiquement aussi discutables, en Flandre (l'affaire Eandis), à Bruxelles (l'affaire du Samusocial) et tout récemment encore au niveau fédéral (l'affaire Ondraf).

Un authentique séisme, dont certains médias ont tardé à prendre la mesure, mais qui a jusqu'ici, entre démissions, exclusions du parti, mises à l'écart et pas de côté, emporté, pêle-mêle et notamment, Stéphane Moreau, André Gilles, Georges Pire, Dominique Drion, Claude Emonts, Claude Parmentier, Willy Demeyer, Alain Mathot, Paul Furlan, puis les ministres wallons du PS, Jean-Claude Marcourt, Pierre-Yves Dermagne, Eliane Tillieux, Christophe Lacroix, et leur ministre-président, Paul Magnette, avec, à la clé, renversement de majorité en Région wallonne, et effondrement du Parti socialiste et du CDH dans les sondages.

Près d'une année plus tard, et presque pile douze mois avant les élections communales, comment Liège s'en remet-elle ? Comment les cartes y ont-elles été redistribuées, politiquement, sur l'avant-scène comme en coulisses ? Comment le paysage économique et industriel s'y recompose-t-il, au sein de l'intercommunale mammoth et tout autour ? Qui lorgne quoi ? Qui est sur un siège éjectable ?

C'est l'objet de l'enquête que nous avons menée, depuis plusieurs semaines. En ayant sollicité des acteurs de premier plan des différents domaines dans lesquels l'après-Publifin se joue, depuis plusieurs mois. Et au-delà de la question du maintien en place ou non de Stéphane Moreau. ♦

PARTIE DE CHASSE

Il y a près d'un an, le coup de fusil Publifin affolait la faune politique liégeoise. Certains spécimens sont passés entre les balles, d'autres ont été touchés sans être tout à fait abattus. Petite promenade récapitulative en forêt, parmi les bécasses, les cerfs et les loups.

PAR MÉLANIE GEELKENS

La saison de la chasse est ouverte. Le spécimen le plus prisé, cette année, avait déjà passé un rude hiver, privé de son hibernation médiatique adorée. L'été lui avait rendu un peu de répit pour lécher ses plaies. Puis, revoilà l'automne et ses coups de fusil d'autant plus retentissants que, d'ici un an, débute une autre traque d'arrière-saison, celle des électeurs. Empailler ce gros gibier serait un trophée rêvé. Alors, Valérie De Bue a dégainé dans *L'Echo*, le 26 septembre dernier. « Stéphane Moreau doit partir. On pourra aller jusqu'à le licencier. » La nouvelle ministre MR des Pouvoirs locaux doit prouver que son parti et elle savent tirer. Même désarmé de toute législation ad hoc. Même si la bête poursuivie se révèle perversement futée, jusqu'ici toujours planquée dans sa tanière contractuelle. La battue pour l'en déloger coûterait au minimum 1,2 million d'euros.

Mais qui abatte d'autre ? Ces « ploucs », ces « lampistes », ces bécasses coupables de s'être emplumées sans broncher au sein des comités de secteur ? « Ils ont déjà assez souffert », les défend-on de part et d'autre. Plusieurs ont déjà été flingués par la dépression. Pas au point d'en démissionner : sur les 30 élus épinglés, un

seul – le socialiste Claude Emonts – s'est politiquement sacrifié. Un autre – l'humaniste Raphaël Amieva Acebo – entendait renoncer à son mandat de conseiller communal à Crisnée. Il a changé d'avis, « avec un peu de recul et à froid », justifiait-il dans *L'Avenir*. Un troisième – le libéral Maxime Bourlet – avait été incité, par son leader pourtant bien aimé, Daniel Bacquelaine, à « chercher du travail en dehors de la politique ». Il est resté président du CPAS d'Awans et, aux dernières nouvelles, conseiller au cabinet dudit ministre des Pensions. Certains, peut-être, ne se représenteront pas aux

→ communales d'octobre 2018. « Ceux qui le veulent, en tout cas, devront avoir remboursé ! », clame un ténor principalitaire. On ne sait jamais, que le citoyen aurait la mémoire tenace.

Ainsi a évolué la faune liégeoise, près d'un an après l'éclatement du scandale Publifin. Beaucoup d'*animalus politicus* ont sauvé leur peau. Quelques-uns ont succombé. Tout dépend de l'espèce.

La harde orange désorientée

Ainsi, dans la famille des pelages orangés, le mâle dominant ne domine plus personne. Il n'a pas été banni de la harde. Plutôt, Dominique Drion n'a pas voulu la quitter, et le mâle encore plus puissant que lui, un sanglier solitaire bastognard, n'a que mollement tenté de l'y forcer.

Alors ses congénères l'ont laissé terminer sa législature comme conseiller dans la forêt provinciale. Dépourvu de l'influence que lui conférait jadis sa puissance. Mais pas de tous les mandats dont il aimait tant se rassasier. Il ne goûte plus à Nethys, Publifin, Resa, EDF Luminus. Il a démissionné du Travailleur chez lui, filiale de Publifin, mais en reste... conseiller. Il n'a pas lâché ses postes d'administrateur chez Publilec, Socofe et Ogeo Fund.

Son clan peine à lui trouver un successeur. Vinciane Pirmolin, qui l'avait déjà remplacé comme président d'arrondissement des humanistes liégeois, a été reconduite malgré son implication dans les comités de secteur. Mais elle reste un leader effacé. Alda Greoli, la « nettoyeuse » envoyée par le président Lutgen, aime se définir comme un gaz. « Quand il n'y a pas beaucoup d'air, je me contracte. Quand l'espace est grand, je me dilate. » La place à prendre à Liège est béante. Pourtant non, merci, la ministre de la Santé et de la Culture n'est guère intéressée. La députée Vanessa Matz se serait bien vue se déployer, mais des problèmes de santé l'obligent au retrait. Que Benoît Lutgen ait chassé le PS du territoire wallon n'a rien arrangé.

« Le CDH est mort », répète-t-on →

→ chez les pelages rouges. Eux aussi ont été criblés d'impacts. Mais ils s'appliquent à cicatriser. Deux des cinq grands cerfs ont été excommuniés. André Gilles ne brame plus. Aigri, abattu, conscient de sa propre fin, il ne garde « que » huit mandats (1), dont surtout celui d'administrateur chez Nethys en guise de consolation. Sans doute plus

pour longtemps. Les époïs tentaculaires de Stéphane Moreau effraient toujours. Mais moins qu'avant. Il conserve plusieurs amis au sein de la harde, ceux qui restent redevables du temps où il était envoyé, tous bois en avant, parce que les autres n'entendaient guère se battre. « Quand les choses seront calmées, il retrouvera une influence », considère Marc Bolland, bourgmestre de Blegny.

Le Marcourt dominant

Les grands cervidés liégeois ne meurent jamais... Mais ils se terrent, parfois, comme le député-bourgmestre Alain Mathot. « Il s'est fait hyperdiscrète, on ne le voit plus, on ne l'entend plus », remarque-t-on. Willy Demeyer aussi s'est retiré. De la présidence de la fédération liégeoise du PS et, le 1^{er} novembre prochain, de son poste de député fédéral. De l'après-Publifin, il n'a « rien à dire ». Le bourgmestre ne s'occupe plus que du terrain liégeois et, « franchement », il vit « bien mieux comme ça » : « On ne me croit pas, quand je le dis, pourtant c'est bel et bien vrai. »

De plus en plus commencent à s'en convaincre, même ceux qui craignaient que son successeur à la fédération, l'échevin liégeois Jean-Pierre Hupkens, ne soit qu'une doublure. « Jean-Pierre est moins l'homme de Willy que ce qu'on a pu en dire, dépeint le député-bourgmestre de Herstal Frédéric Daerden. Il a son autonomie, une forme d'indépendance. » Il en faut un peu, pour déclamer, lors de son apéro de rentrée, fin septembre, avoir pu « mesurer l'état délétaire de [la] fédération, les luttes intestines qui l'ont minée, le processus

de concentration/confiscation du pouvoir qui, sournois et presque inconscient, raréfiait chaque jour un peu plus l'air ambiant». Le nouveau président a lancé « les douze travaux de Hupkens », comme les surnomme le conseiller communal liégeois et nouvel administrateur de Publifin, Hassan Bousetta. « Il a imposé un important agenda de réformes, internes et externes, en utilisant des méthodes très participatives. Il a, par exemple, instauré toute une série de groupes de travail. Sur l'enseignement, la communication, l'égalité hommes-femmes, la fiscalité... » Gloire aux militants, qui n'avaient plus reçu tant d'égards depuis longtemps. « Il est plus dans la recherche de relance d'une dynamique, complète Frédéric Daerden, que dans la stratégie politique pure. »

Ce volet-là reste l'apanage du dernier des cinq cervidés, Jean-Claude Marcourt. La puissance discrète, du haut de la coupole provinciale du PS. Relais privilégié de l'élan montois Di Rupo. Il ne se salit pas les pattes mais dicte la cadence du troupeau et apparaît à chaque fois que l'événement local s'avère nécessaire. Il avait réussi à échapper à la salve Publifin, mais pas au contrecoup du CDH. Il a très mal vécu la perte du ministère de l'Economie wallonne, bien qu'il reste en charge de l'Enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles. Certains l'imaginent désormais marquer son territoire à Liège. D'autant qu'il le confie, parfois, lorsqu'il sort de son habituelle réserve : terminer sa carrière comme bourgmestre serait un bel aboutissement. Mais il ne croquera sans doute jamais le bois avec Willy De-

meyer, pronostiquent plusieurs. Tropicain, le cerf Marcourt. Pas assez populaire, non plus. Les tapes dans le dos, fort rémunératrices en saison électorale, ne sont pas son genre, lui qui peine à se souvenir du nom des militants.

Les loups bleus

Pendant ce temps-là, les pelages bleus rôdent. Flairent la piste qui pourrait les mener au pouvoir. S'organisent pour y parvenir. La louve liégeoise Christine Defraigne a réuni autour d'elle Fabian Culot (Seraing), Gilles Foret (Liège), Thomas Cialone (Ans) et Adrien Croisier (Herstal), quatre louveteaux pour former le « groupe Légia ». Et montrer que « la seule alternative crédible, c'est nous », assène la cheffe de meute. « Un autre club des cinq, super », ricanent quelques opposants. Il serait illusoire d'y croire : au MR principautaire, le président provincial Daniel Bacquelaine partage peu le pouvoir. Ce mâle alpha n'est pas ressorti affaibli du scandale Publifin, bien qu'officieusement personne ne doute de son implication. Il validait les évolutions du groupe, plaçait ses pions, recevait les coups de fil de Stéphane Moreau. Mais cela n'a officiellement gêné personne. Le ministre des Pensions est passé entre les déflagrations. Georges Pire fut finalement le seul libéral à avoir été touché. Pas mortellement : il conserve 17 mandats, dont 10 rémunérés (2), alors que son parti l'avait sommé de n'en préserver que trois. Mais sa blessure est inguérissable. Le vieux loup était déjà déclinant. « Il est maintenant définitivement hors circuit », confirme Fabian Culot.

A l'orée du bois, alors que braconniers

et proies s'agitent, les pelages verts observent. Ils sont peu nombreux, mais prêts à courir vite pour rattraper leur retard. Comme les pelages rouges étoilés au poil luisant, préservé des éclaboussures boueuses qui finissent par tacher à force de traîner dans la forêt. Dans un an, lorsque la saison de la chasse électorale sera ouverte, ils risquent de faire un carton. ♦

(1 et 2) Certains mandats ont peut-être pris fin, mais les démissions n'ont en tout cas pas été officiellement actées au *Moniteur belge*.

Les épais tentaculaires de Stéphane Moreau effraient toujours. Mais moins qu'avant

NOM	PARTI	FONCTION	AUJOURD'HUI
LES AUTRES PROTAGONISTES			
André Gilles	PS	Était président du CA de Publifin et du conseil provincial de Liège	Exclu du PS, toujours administrateur chez Nethys, conserve 8 autres mandats (Publilec, Cecotepe, Cpeons, Application câble multimédia, Tecteo-Brutélé, Publipart, Socofe)
Dominique Drion	CDH	Était vice-président de Nethys et président de son comité de rémunération	Toujours membre du CDH. A démissionné de son poste de chef de groupe à la Province mais reste conseiller provincial. Garde plusieurs mandats
Georges Pire	MR	Était vice-président de Nethys et administrateur de Publifin	Toujours membre du MR, a démissionné de son poste de conseiller provincial. Conserve toujours 10 mandats rémunérés (et 17 au total)
Stéphane Moreau	PS	Administrateur délégué de Nethys	A démissionné du PS et de son poste de bourgmestre d'Ans. Toujours en fonction chez Nethys
Claude Parmentier	PS	Était membre des CA de Publifin et de Nethys	Toujours bourgmestre de Wanze. A démissionné de son poste de chef de cabinet adjoint du ministre wallon des Pouvoirs locaux et des CA de Nethys et Ogeo Fund
Alain Mathot	PS	Était vice-président de la fédération liégeoise du PS	Toujours bourgmestre de Seraing. A démissionné de quatre mandats (Publilec, vice-présidence de la fédération PS, Newin, Socofe)
Willy Demeyer	PS	Était président de la fédération liégeoise du PS	Toujours bourgmestre de Liège. A démissionné de la présidence de la fédération. Démissionnera de son poste de député fédéral le 1 ^{er} novembre

Ce qu'ils étaient avant qu'éclate le scandale, ce qu'ils sont aujourd'hui

NOM	PARTI	FONCTION	NET TOTAL PERÇU	AUJOURD'HUI
COMITÉ DE SECTEUR ÉNERGIE (2013 - 2016)				
Claude Emonts	PS	Président du comité	54 134 €	A démissionné de son poste de conseiller communal
Raphaël Amieva Acebo	CDH	Membre du CA de Publifin et membre du comité	32 553 €	Toujours conseiller communal à Crisnée
Maxime Bourlet	MR	Membre du comité	32 300 €	Toujours président du CPAS et mentionné comme membre du cabinet Bacquelaine
Valérie Dejardin	PS	Membre du comité	32 408 €	Toujours bourgmestre de Limbourg
Alfred Lecerf	CDH	Membre du comité	28 988 €	Toujours bourgmestre de Lontzen
Marie-Noëlle Mottard	MR	Membre du comité	32 300 €	Toujours conseillère communale à Waremme et conseillère provinciale à Liège
Vinclane Pirmolin	CDH	Membre du comité	32 481 €	Reconduite comme présidente d'arrondissement
André Stein	MR	Membre du CA de Publifin et membre du comité	32 481 €	Toujours conseiller provincial à Liège. Devenu président de la Fédération royale belge de tennis
Eric Vanbrabant	PS	Membre du CA de Publifin et membre du comité	32 300 €	Toujours échevin à Seraing, président de Publilec
COMITÉ DE SOUS-SECTEUR LIÈGE-VILLE (2013 - 2016)				
Mohammed Bougnouch	PS	Président du comité	30 320 €	Toujours conseiller communal à Liège
Jean-Paul Bonjean	PS	Membre du comité	25 266 €	Toujours conseiller communal à Liège
Sébastien Bovy	MR	Membre du comité	25 266 €	Toujours conseiller communal à Liège
Anne Delvaux	CDH	Membre du comité	9 317 €	Avait démissionné en octobre 2014. Retirée de la vie politique
Laurence Cuijpers	CDH	Membre du comité (en remplacement de Anne Delvaux)	14 548 €	Toujours conseillère communale à Liège
Pierre Gillissen	MR	Membre du comité	25 266 €	Toujours conseiller communal à Liège
Jean-Pierre Goffin	PS	Membre du comité	25 069 €	Toujours conseiller communal à Liège
Giuseppe Maniglia	PS	Membre du comité	25 266 €	Toujours conseiller communal à Liège
COMITÉ DE SECTEUR TÉLÉCOM (2013 - 2016)				
Catherine Megali	PS	Présidente du comité	54 134 €	Toujours présidente du CPAS de Flémalle
Alain Defays	CDH	Membre du comité	32 300 €	A démissionné de ses mandats en janvier 2016. Toujours président du Country Hall de Liège
Luc Delvaux	MR	Membre du comité	32 300 €	Devenu bourgmestre de Sprimont
Fabrice Drèze	MR	Membre du comité	32 481 €	Toujours conseiller communal à Liège
Béatrice Kinet	CDH	Membre du comité	12 323 €	Avait démissionné de Publifin en 2015. Toujours conseillère communale à Marchin
Stéphane Linotte	MR	Membre du comité	28 666 €	Toujours échevin à Fléron
Serge Manzato	PS	Membre du comité	32 662 €	Toujours bourgmestre d'Engis. A démissionné de la présidence de la fédération hutoise
Fatima Shaban	PS	Membre du comité	28 827 €	Toujours conseillère communale à Liège
COMITÉ DE SECTEUR GAZ (2013 - 2016)				
Claude Klenkenberg	PS	Président du comité	41 912 €	Toujours président du conseil provincial de Liège, conseiller communal à Welkenraedt et président de la fédération verviétoise
Isabelle Albert	PS	Vice-présidente du comité	34 239 €	Avait démissionné en 2013 de Tecteo. Toujours bourgmestre d'Oreye et conseillère provinciale à Liège
André Denis	MR	Vice-président du comité	33 678 €	Toujours député provincial à Liège
Gérard Georges	PS	Membre du comité	25 118 €	Toujours conseiller provincial à Liège
Josette Michaux	PS	Membre du comité	0 €	Toujours conseillère provinciale à Liège, devenue administratrice de Nethys